

**Art. 10.** De Raad van de instelling speelt een adviesrol voor elke vraag in verband met de instelling.

**Art. 11.** De Regering kan een instelling belasten met onderzoeksactiviteiten of opdrachten van openbare dienst die niet deel uitmaken van haar permanente bevoegdheden inzonderheid bij toepassing van de artikelen 14 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor wetenschappelijk onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek.

De Directeur van de instelling kan, in het geval vermeld bij lid 1, een beroep doen op personeel met een arbeidsovereenkomst en andere uitgaven vastleggen die overeenstemmen met de bovenvermelde activiteiten en opdrachten, binnen de perken van de begrotingskredieten die te dien einde bepaald zijn en met de instemming van de overheid die over de bevoegdheid inzake benoeming beschikt, en dit onverminderd het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn.

De keuze inzake contractueel personeel geschiedt in overleg met de Wetenschappelijk Directeur van de instelling.

Wijzigingsbepaling van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

**Art. 12.** In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, tussen het eerste en het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

«De Directieraad bevat ook de Directeurs van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap wanneer een toestand met betrekking tot een lid van het niet-wetenschappelijke personeel van een wetenschappelijke instelling behandeld wordt. »

**Art. 13.** Het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag die volgt op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 15.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. DUPONT.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2004/200788]

### 17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, plus particulièrement l'article 87, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 17 décembre 2003;

Vu le protocole n° 291 du comité de Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 2003

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>.

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent statut est applicable au personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française créés en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française.

**Art. 2.** Par Ministre compétent au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre le ou les Ministre(s) dont relève l'établissement scientifique intéressé.

Par Conseil scientifique au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre le Conseil scientifique créé en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française.

## CHAPITRE II.

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve du Chapitre III, la carrière scientifique du personnel scientifique comporte trois rangs :

- a) le rang A;
- b) le rang B;
- c) le rang C.

Le rang A comprend les grades d'attaché, d'assistant et de premier assistant.

Le rang B comprend le grade de chef de travaux.

Le rang C comprend le grade de chef de travaux agrégé.

L'accession successive d'un agent à ces différents rangs est fondée sur son ancienneté scientifique ainsi que sur ses titres et mérites; elle n'est pas subordonnée à une vacance d'emploi.

Elle est réglée par les dispositions de la section 4 du présent chapitre.

§ 2. Sans préjudice des dispositions reprises notamment aux articles 5, 6 et 9 du présent arrêté, les grades d'attaché, d'assistant et de premier assistant sont conférés aux agents recrutés au rang A aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Attaché :

- être porteur du diplôme de licencié;

2<sup>o</sup> Assistant :

- être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation;

3<sup>o</sup> Premier assistant :

- être nommé à titre définitif au rang A et être porteur du diplôme repris sous 2<sup>o</sup>.

**Art. 4.** Par ancienneté scientifique, il faut entendre la durée :

1<sup>o</sup> des services prestés en position d'activité de service par l'agent depuis son entrée en service comme membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier du présent arrêté;

2<sup>o</sup> des missions exercées par l'agent dans l'intérêt de l'enseignement supérieur ou de la science même si, pour les accomplir, l'agent a été placé en non-activité.

Est également admissible au titre d'ancienneté scientifique :

1<sup>o</sup> la durée des services prestés par l'agent avant son entrée en service dans les établissements visés à l'article premier, en tant que membre du personnel enseignant ou scientifique, en ce compris les assistants volontaires, d'une université belge ou d'un établissement y assimilé en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

2<sup>o</sup> la durée de l'activité scientifique de l'agent, avant son entrée en service dans ces mêmes établissements, comme bénéficiaire d'une rétribution ou d'une subvention attribuée par :

a) l'Etat, une Communauté, une Région, une Commission communautaire ou un organisme international reconnu par une des autorités précitées ou un état étranger lié à la Belgique par un accord culturel;

b) par les provinces, les communes, le Fonds national de la Recherche scientifique, les organismes de recherche de l'ancienne colonie du Congo belge ou des territoires anciennement administrés par la Belgique, ainsi que tous autres services ou institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique, publics ou privés, à la condition que ces institutions ou services auprès desquels l'activité scientifique a été exercée, figurent sur la liste établie par le Ministre chargé de la recherche scientifique.

La durée des services prestés comme titulaire d'une fonction comportant des prestations incomplètes, est supputée jusqu'à due concurrence.

*Section 2. — Recrutement*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup> Il est institué pour chacun des établissements visés par le présent arrêté un jury de recrutement et de promotion - désigné ci-après par les mots "le jury" et composé comme suit :

1<sup>o</sup> en qualité de président : l'Administrateur délégué du SELOR ou son représentant;

2<sup>o</sup> en qualité de membres : les membres du Conseil scientifique et le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale à laquelle l'établissement scientifique est rattaché, ci-après appelé la fonctionnaire général ou en son absence, un fonctionnaire général désigné par le Ministre compétent.

Le cas échéant, le jury peut être complété par une personnalité scientifique compétente, dans la ou les disciplines scientifiques dont relève le poste, et choisie selon les mêmes critères que ceux repris à l'article 7, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française.

Le Président désigne un rapporteur parmi le personnel scientifique, dirigeant ou non, l'établissement; il peut être membre du Conseil scientifique.

§ 2. Le Ministre détermine sur proposition du Directeur, après avis du Directeur scientifique, la spécialité dans laquelle se fera le recrutement.

§ 3. Le jury émet les avis et propositions requis en matière de nomination, de stage et de promotion du personnel scientifique de l'établissement. En cas de recrutement, il classe les candidats.

§ 4. Lorsque le jury doit se prononcer sur la justification visée aux articles 13, 3<sup>o</sup> et 14, 1<sup>o</sup>, il est complété par trois personnalités scientifiques dont deux au moins sont membres du personnel enseignant d'universités différentes ou d'établissements de haut enseignement et qui n'appartiennent pas à l'établissement.

Ces personnalités sont désignées par le président du jury et doivent être spécialement compétentes dans la discipline scientifique relative à la fonction.

A cet effet, le président consulte, sauf dans des cas spécialement motivés, les autorités facultaires d'au moins trois institutions universitaires différentes.

Deux de ces personnalités au moins doivent avoir la qualité de membre du personnel enseignant, la troisième pouvant être, dans des cas spécialement motivés, une personnalité scientifique qualifiée.

**Art. 6.** Les membres du personnel scientifique sont recrutés au rang A.

Sans préjudice des dispositions relatives à la vérification des aptitudes physiques, nul ne peut être recruté à un emploi du personnel scientifique que s'il remplit les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être belge ou citoyen d'un état faisant partie de l'Espace économique européen, sauf pour des fonctions comportant une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et des travaux qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ou des autres collectivités publiques;

2<sup>o</sup> être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice;
- 5° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction;
- 6° être porteur d'un diplôme de fin d'études délivré après quatre ans d'études au moins par une université belge, par des établissements y assimilés en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou par un des jurys institués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques;
- 7° réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées, s'il y a lieu, par le jury.

**Art. 7.** En cas de vacance d'emplois, il est fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis indique, par établissement :

- 1° les emplois vacants;
- 2° les conditions d'admission;
- 3° le délai et la forme de présentation des candidatures ainsi que les pièces à produire.

L'appel aux candidats est arrêté par le Ministre compétent sur avis motivé du Conseil scientifique.

**Art. 8.** Après avoir examiné les candidatures introduites, le jury classe les candidats sur base de leurs titres et mérites scientifiques. Le classement est motivé et transmis au Ministre compétent par le Président du jury.

Chaque candidat est informé du classement arrêté par le jury et des critères qui justifient sa position dans ce classement.

### Section 3. — Stage et nomination définitive

**Art. 9.** Les candidats à un recrutement au rang A sont admis pour un stage de quatre ans, dans l'ordre du classement visé à l'article 8.

Le stage est accompli sous le contrôle du Jury de recrutement et sous la maîtrise du Directeur scientifique qui définit et supervise le programme de stage. Le programme comprend des travaux scientifiques en relation avec les spécificités de l'établissement, des travaux liés aux collections de l'établissement et, en concertation avec le Directeur, des travaux administratifs.

Au terme de chaque année, le jury émet à l'intention de l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination un avis sur les mérites scientifiques de l'agent intéressé. Cet avis tient compte de la qualité de la production scientifique de l'agent, de la qualité de son travail en rapport avec les collections du musée, de la qualité du travail administratif qui lui est confié et de son intégration au sein du personnel de l'établissement.

A l'issue du stage, l'agent doit être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation.

Dans le mois qui précède l'issue du stage, le jury décide de proposer la nomination du stagiaire, de prolonger le stage au maximum de quatre ans - dans le cas où celui-ci n'aurait pas encore obtenu le titre de docteur - ou de proposer le licenciement du stagiaire à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination.

**Art. 10.** Le stagiaire bénéficie des dispositions qui règlent pour le personnel scientifique des établissements scientifiques :

- 1° les allocations et indemnités de toute nature, dans la mesure où le fait qui donne lieu à l'octroi d'une allocation ou d'une indemnité est compatible avec l'exercice continu du stage;
- 2° le statut pécuniaire.

Pour l'application du présent article, le stagiaire est censé être titulaire du grade auquel il s'est porté candidat.

**Art. 11.** Un Conseil d'appel est institué par le Gouvernement.

Il est composé comme suit :

- Le Fonctionnaire général dirigeant la direction générale à laquelle l'établissement scientifique est rattaché, en tant que Président;
- Le Directeur scientifique de l'établissement scientifique, en tant que Greffier-rapporteur;
- Six assesseurs, dont la moitié désignée par les organisations syndicales représentées en Comité de Secteur XVII et l'autre moitié désignée par le Gouvernement.

En cas de proposition de licenciement, le stagiaire peut, dans les dix jours de la notification de son licenciement, introduire un recours contre la proposition émise à son sujet auprès du Conseil d'appel visé à l'article 30 du présent arrêté.

Le Conseil d'appel se réunit en vue de l'examen du recours dans les trente jours de sa saisie. Ce recours est suspensif et le stage est prolongé jusqu'à la date de prise d'effet de la décision du Ministre compétent appelé à se prononcer sur la proposition émise par le Conseil précité. Toutefois, si le stagiaire n'a pas obtenu le titre de docteur après huit ans, le licenciement est automatique sans recours possible.

Lorsque l'autorité, au cours ou au terme du stage, décide de licencier l'intéressé, celui-ci reçoit, sauf en cas de faute grave, un délai de préavis de trois mois.

**Art. 12.** Le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité d'agent scientifique des Services du Gouvernement au grade de rang A auquel il peut prétendre.

### Section 4. — Promotion

**Art. 13.** Chaque agent peut, à sa demande, accéder au rang B s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être nommé à titre définitif au rang A;
- 2° compter dix ans d'ancienneté scientifique;
- 3° témoigner d'activités scientifiques dont la valeur est reconnue par le jury.

**Art. 14.** Chaque agent peut, à sa demande, accéder au rang C, s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, ou justifier, dans la discipline scientifique à laquelle appartient la fonction, de travaux scientifiques exceptionnels jugés comparables au diplôme d'agrégé ou de docteur spécial précité par un avis favorable et motivé du jury;
- 2° compter douze années d'ancienneté scientifique dont deux au moins dans le rang B.

## Section 5. — Dispositions spéciales

**Art. 15.** Sont équivalents aux diplômes requis, les titres étrangers qui leur ont été assimilés par ou en vertu de la loi ou du décret.

**Art. 16.** Par dérogation à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement de la Communauté française peut recruter et nommer directement au rang B ou au rang C, après avis favorable du jury et sous réserve de respecter les conditions fixées à l'article 13, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> et d'être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation pour le rang B ou les conditions fixées à l'article 14, 1<sup>o</sup> et sous réserve que le candidat compte douze années d'ancienneté scientifique, pour le rang C.

## CHAPITRE III. — Fonctions dirigeantes

Section 1<sup>re</sup>. — Hiérarchie

**Art. 17.** Les fonctions dirigeantes dans un établissement scientifique comportent celles de Directeur et de Directeur scientifique.

La hiérarchie interne à chaque établissement scientifique est fixée par le fonctionnaire général sur proposition du Directeur de l'établissement concerné, sans préjudice du classement hiérarchique des grades.

## Section 2. — Conditions d'accès

**Art. 18.** La fonction de Directeur est conférée par mandat.

Pour être désigné par mandat à la fonction de Directeur, le candidat qui est membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier doit :

1<sup>o</sup> être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, ou avoir apporté devant le jury la justification visée à l'article 14, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> être porteur d'un diplôme universitaire relatif à la gestion (Licence en Sciences économiques, Grade d'ingénieur de gestion ou Diplôme de 3<sup>e</sup> cycle en Gestion), ou avoir apporté devant le jury la preuve d'une expérience valable dans ce domaine;

3<sup>o</sup> réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées par le Conseil préalablement à l'avis visé par l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>;

4<sup>o</sup> avoir été nommé au rang A de la carrière scientifique depuis au moins un an.

Pour être désigné par mandat à la fonction de Directeur, le candidat qui n'est pas membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier doit :

1<sup>o</sup> être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, dans l'une des disciplines de l'établissement;

2<sup>o</sup> être porteur d'un diplôme universitaire relatif à la gestion (Licence en Sciences économiques, Grade d'ingénieur civil commercial ou Diplôme de 3<sup>e</sup> cycle en Gestion), ou avoir apporté devant le jury la preuve d'une expérience valable dans ce domaine;

3<sup>o</sup> réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées par le Conseil préalablement à l'avis visé par l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>;

4<sup>o</sup> faire preuve d'une ancienneté scientifique au sens de l'article 4 jugée suffisante pour la fonction par le Conseil d'une durée appréciée par ce même Conseil d'au moins cinq ans en prestations complètes, dont trois ans à dater du diplôme visé au 1<sup>o</sup>.

**Art. 19.** Le mandat visé à l'article précédent est régi par les articles 6 à 30 de l'arrêté du Gouvernement du 27 février 2003 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

Pour l'application de ces dispositions, le mandat attribué est réputé être un mandat de rang 15.

Sans préjudice de l'ensemble des modalités d'intervention du SELOR telles que fixées par ces dispositions, le jury de recrutement remplit la mission dévolue à la Commission créée par l'article 7 du même arrêté.

## Section 3. — De la fonction de Directeur scientifique

**Art. 20.** La fonction de Directeur scientifique est conférée par nomination.

Pour être nommé à la fonction de Directeur scientifique, le candidat qui est membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier doit :

1<sup>o</sup> être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, ou avoir apporté devant le jury la justification visée à l'article 14, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées par le Conseil préalablement à l'avis visé par l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>;

3<sup>o</sup> avoir atteint au moins le rang B de la carrière scientifique.

Pour être nommé à la fonction de Directeur scientifique, le candidat qui n'est pas membre du personnel scientifique de l'un des établissements visés à l'article premier doit :

1<sup>o</sup> être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation, ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou de docteur spécial, dans l'une des disciplines de l'établissement;

2<sup>o</sup> réunir les aptitudes scientifiques spéciales déterminées par le Conseil préalablement à l'avis visé par l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>;

3<sup>o</sup> remplir les conditions déterminées par l'article 6, alinéa 2, les conditions de diplômes et d'aptitudes exceptées;

4<sup>o</sup> faire preuve d'une ancienneté scientifique au sens de l'article 4 jugée suffisante pour la fonction par le Conseil d'une durée appréciée par ce même Conseil d'au moins douze ans en prestations complètes, dont six ans à dater du diplôme visé au 1<sup>o</sup>.

**Art. 21.** Toute vacance d'emploi à la fonction de Directeur scientifique fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*. Celui-ci contient les indications mentionnées aux articles 7 et 20. Il est arrêté par le Ministre compétent sur proposition motivée du Conseil scientifique.

La vacance d'emploi sera notifiée au personnel scientifique par le fonctionnaire général.

Les candidatures doivent être introduites auprès du fonctionnaire général, dans les trente jours de la date de la publication ou de la notification de la vacance d'emploi.

**Art. 22.** Les candidatures sont soumises à l'avis du Jury de recrutement. Celui-ci établit un rapport circonstancié dont les conclusions sont portées à la connaissance de chaque candidat.

Le rapport circonstancié comprend :

1° le classement des candidats selon leurs titres, leurs mérites scientifiques et leur aptitude à diriger et à organiser;

2° la justification du classement de chaque candidat;

3° le rapport concernant le vote et la justification des opinions minoritaires.

Tout candidat a dix jours à partir de la réception des conclusions du rapport pour communiquer ses observations écrites au Président du Jury de recrutement.

Il est, à sa demande, entendu par le Jury de recrutement.

**Art. 23.** Le Conseil scientifique établit un rapport circonstancié définitif. Ce rapport, qui comprend le rapport initial visé par l'article 22 et la justification des modifications apportées à ce rapport initial, ainsi que les observations écrites faites par les candidats ou le procès-verbal de leur audition sont transmis au fonctionnaire général en vue des propositions de nomination que celui-ci soumet à l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination.

#### CHAPITRE IV. — *Congé pour une mission de recherche scientifique*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Les agents nommés à titre définitif aux rang A, B ou C, peuvent obtenir un congé pour effectuer une mission de recherche scientifique dans un établissement, un organisme, une institution ou un service visé par l'article 5, à l'exception de leur établissement d'origine ainsi que des services et institutions privés visés à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, b, du même article.

Le congé est accordé pour autant que l'établissement, l'organisme, l'institution ou le service visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ait prévu pour ce congé un crédit budgétaire ou une subvention et ait accepté le remboursement du traitement de l'agent pour la durée du congé.

§ 2. Si la mission dont il est chargé l'empêche en fait ou en droit de s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées, le congé visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est accordé à l'agent par le Ministre sur avis du Conseil scientifique de l'établissement auquel cet agent appartient.

Les congés sont accordés pour une durée maximum de deux ans. Ils peuvent être renouvelés pour des périodes dont chacune ne peut excéder deux ans. Chaque période de congé doit toutefois être suivie d'une reprise de service. Le total des congés pour une mission de recherche scientifique accordés à un agent ne peut excéder six ans.

§ 3. L'agent qui sans motif valable abandonne son poste et reste absent pendant plus de dix jours perd d'office et sans préavis la qualité d'agent.

§ 4. Pendant la durée de la mission, l'agent reste en activité de service. Il maintient son droit au traitement, aux augmentations de traitement, ainsi qu'aux promotions dans son établissement d'origine.

§ 5. Le remboursement visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est égal au montant global des rémunérations ou subventions-traitements, indemnités et allocations payées à l'agent ou versées à son profit pendant son congé au cours du trimestre précédent.

Pendant la durée du congé, le Ministre compétent peut, sur avis du Conseil scientifique de l'établissement d'origine, engager, dans cet établissement, en remplacement un agent scientifique contractuel dont le rang est inférieur ou égal à celui de l'agent en congé et qui remplit les conditions prévues par le présent arrêté pour le recrutement ou l'accès à ce rang.

§ 6. Il est mis fin au congé lorsque l'Etat, la Communauté, la Région, la Commission communautaire, le service, l'organisme ou l'institution n'a pas remboursé le montant fixé trois mois après le mois au cours duquel la déclaration de créance relative au remboursement a été introduite auprès de l'établissement, de l'organisme, de l'institution ou du service.

#### CHAPITRE V. — *Utilisation, réaffectation et transfert*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Tout membre du personnel, privé de son emploi par suite de suppression d'emploi ou à l'expiration du terme assigné à une absence réglementairement autorisée, est, sur la proposition du jury de recrutement de l'établissement auquel il appartient, chargé par le ou les Ministre(s) dont il relève, de tâches en rapport avec son titre, ses rang et grade ainsi que sa qualification professionnelle, en attendant qu'il puisse être réaffecté ou transféré. Toutefois, si la perte de l'emploi survient à la suite d'une fusion ou d'un regroupement d'établissements ou à la suite d'un transfert de compétences et d'attributions, la proposition est faite par le jury ou le Conseil compétent après ces opérations.

En cas de suppression d'un établissement scientifique, le membre du personnel est chargé, par le ou les Ministre(s) dont il relève, de tâches dans un autre établissement dépendant du ou des même(s) Ministre(s), aux conditions figurant à l'alinéa 1<sup>er</sup>, mais après avis du jury ou du Conseil scientifique de l'établissement où l'utilisation est envisagée.

§ 2. Le membre du personnel utilisé conformément au § 1<sup>er</sup> est réaffecté par priorité à un emploi vacant en rapport avec, d'une part, ses titres et ses aptitudes et, d'autre part, son rang et son grade, ou s'il est titulaire d'une fonction dirigeante, son titre.

La réaffectation s'opère dans l'établissement scientifique auquel le membre du personnel appartient et, en cas d'impossibilité, dans un autre établissement scientifique.

La réaffectation est faite par le ou les Ministre(s) compétent(s), après avis soit du jury de recrutement de l'établissement où l'emploi est vacant soit du Conseil de cet établissement s'il s'agit d'un titulaire d'une fonction dirigeante.

Le membre du personnel réaffecté conserve le grade et le rang ou le titre acquis, ainsi que le traitement y afférent.

**Art. 26.** Tout membre du personnel qui fait l'objet d'une décision d'inaptitude définitive du Service de Santé administratif relative à l'emploi occupé, peut être déclaré, par ce Service, apte à occuper un autre emploi dans un autre établissement scientifique de la Communauté française. En ce cas, les dispositions de l'article 24 sont d'application.

**Art. 27.** Tout membre du personnel peut être transféré par le Gouvernement de la Communauté française, d'un établissement à un autre, aux conditions suivantes :

- 1° en cas de vacance d'emploi;
- 2° à titre ou à rang égal et pour autant que le membre du personnel réponde aux conditions particulières à la fonction;
- 3° en ce qui concerne le Directeur scientifique : un avis favorable du Jury de recrutement de l'établissement où l'emploi est vacant;  
en ce qui concerne le personnel scientifique non dirigeant : un avis favorable du jury de l'établissement où l'emploi est vacant, le Directeur de l'établissement où l'agent est en service entendu;
- 4° hormis les cas de suppression d'emploi, à sa demande ou de son consentement.

**CHAPITRE VI. — Dispositions de certains autres arrêtés applicables  
au personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française.**

**Art. 28.** Sans préjudice des dispositions du présent statut, les membres du personnel auxquels il s'applique sont soumis aux prescriptions qui, pour les agents des Services du Gouvernement de la Communauté, régissent :

- 1° les incompatibilités et le cumul d'activités;
- 2° le contrôle des aptitudes physiques;
- 3° les positions administratives;
- 4° les congés, en ce compris les régimes d'interruption de carrière et de redistribution du travail;
- 5° l'ancienneté de service;
- 6° les allocations et indemnités de toute nature;
- 7° la suspension dans l'intérêt du service;
- 8° le régime disciplinaire;
- 9° la cessation des fonctions;
- 10° l'évaluation;
- 11° la mise en disponibilité;
- 12° la déontologie.

**Art. 29.** Pour l'application des dispositions visées à l'article 28, il y a lieu d'entendre respectivement :

- Par le Ministre, le Ministre compétent;  
Par le Conseil de direction, le Conseil scientifique;  
Par agent, le membre du personnel scientifique.

Pour l'application des mêmes dispositions, le Directeur est réputé titulaire d'un grade de rang 15.

**Art. 30.** Lorsque le Conseil d'appel institué en application des règles visées à l'article 11 est saisi par un membre du personnel soumis au présent arrêté, il est assisté d'un référendaire désigné par le fonctionnaire général.

La mission de ce référendaire est fixée de commun accord entre ce fonctionnaire général et le Président du Conseil d'appel.

Le référendaire n'a jamais voix délibérative.

**CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales**

**Art. 31.** Chaque agent du personnel scientifique de tout établissement scientifique relevant de la communauté française à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est nommé à un grade, conformément au tableau ci-après, qui le situe dans un rang et qui l'habilite à occuper un des emplois prévu au cadre fixé par le Gouvernement qui correspond à ce grade :

Rang nouveau	Grade nouveau	Rang actuel	Grade actuel
A	Assistant	A	Assistant
A	Premier assistant	A	Premier assistant
B	Chef de travaux	B	Chef de travaux
C	Chef de travaux agrégé	C	Chef de travaux agrégé

**Art. 32.** L'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat est abrogé.

**Art. 33.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 34.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2004/200788]

**17 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 30 januari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 januari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 december 2003;

Gelet op het protocol nr. 291 van het comité van sector XVII, gesloten op 4 juni 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 november 2003 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 december 2003;

Besluit :

## HOOFDSTUK I

**Artikel 1.** Dit statuut is van toepassing op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap opgericht met toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Onder bevoegde minister in de zin van dit besluit, dient te worden verstaan : de Minister(s) waaronder de betrokken wetenschappelijke instelling ressorteert.

Onder Wetenschappelijke Raad in de zin van dit besluit dient te worden verstaan, de Wetenschappelijke Raad opgericht krachtens artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.

## HOOFDSTUK II.

## Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 3. § 1.** Onverminderd hoofdstuk III, omvat de wetenschappelijke loopbaan van het wetenschappelijk personeel drie rangen :

a) rang A;

b) rang B;

c) rang C.

Rang A omvat de graden van attaché, assistent en eerste assistent.

Rang B omvat de graad van werkleider.

Rang C omvat de graad van geaggregeerde werkleider.

De overgang van een ambtenaar in opeenvolgende orde naar die verschillende rangen wordt gebaseerd op zijn wetenschappelijke anciënniteit alsook op zijn bekwaamheidsbewijzen en verdiensten; hij hangt niet van een vacante betrekking af.

Hij wordt geregeld door de bepalingen van afdeling 4 van dit hoofdstuk.

**§ 2.** Onverminderd de bepalingen die inzonderheid vermeld zijn in de artikelen 5, 6 en 9 van dit besluit, worden de graden van attaché, assistent en eerste assistent toegekend aan de ambtenaren die in rang A worden aangeworven onder de volgende voorwaarden :

1° Attaché :

- houder zijn van het diploma van licentiaat;

2° Assistent :

- houder zijn van het diploma van doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling;

3° eerste assistent :

- in vast verband in rang A benoemd worden en houder zijn van het onder 2° vermelde diploma.

**Art. 4.** Onder wetenschappelijke anciënniteit wordt de duur verstaan :

1° van de diensten gepresteerd in de stand dienstactiviteit door de ambtenaar sedert zijn indiensttreding als lid van het wetenschappelijk personeel van één van de in artikel één van dit besluit bedoelde instellingen;

2° van de opdrachten uitgeoefend door de ambtenaar in het belang van het hoger onderwijs of van de wetenschap, ook al werd de ambtenaar, om die te verrichten, in de stand non-activiteit geplaatst.

Als wetenschappelijke anciënniteit wordt eveneens in aanmerking genomen :

1° de duur van de diensten die door de ambtenaar werden gepresteerd vóór zijn indiensttreding in de in artikel 1 bedoelde instellingen, als lid van het onderwijzend of wetenschappelijk personeel, met inbegrip van de vrijwillige assistenten, van een Belgische universiteit of ermee gelijkgestelde instelling krachtens de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens;

2° de duur van de wetenschappelijke activiteit van de ambtenaar, vóór zijn indiensttreding in die instellingen, als begunstigde van een bezoldiging of een subsidie toegekend door :

a) de Staat, een Gemeenschap, een Gewest, een Gemeenschapscommissie of een internationale instelling die door één van voormelde overheden wordt erkend, of een buitenlandse staat die met België door een cultureel akkoord wordt gebonden;

b) de provincies, de gemeenten, het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de instellingen voor onderzoek van de vroegere kolonie Belgisch-Congo of van de vroeger door België bestuurde gebieden, alsook alle andere openbare of private diensten of instellingen voor wetenschappelijk onderzoek of voor financiering van het wetenschappelijk onderzoek, op voorwaarde dat die instellingen of diensten waarbij de wetenschappelijke activiteit werd uitgeoefend, vermeld staan op de lijst die door de Minister bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek wordt opgemaakt.

De duur van de diensten gepresteerd als titularis van een ambt houdende onvolledige prestaties wordt tot het passende beloop geraamd.

## Afdeling 2. — Werving

**Art. 5.** § 1. Voor elk van de instellingen bedoeld bij dit besluit wordt een commissie voor werving en bevordering ingesteld - hierna met de woorden "de commissie" aangeduid en samengesteld als volgt :

1° als voorzitter : de afgevaardigde bestuurder van de SELOR of diens vertegenwoordiger;

2° als lid : de leden van de wetenschappelijke raad en de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Directie waaronder de wetenschappelijke instelling ressorteert, hierna de ambtenaar-generaal genoemd, of, bij diens afwezigheid, een ambtenaar-generaal aangesteld door de bevoegde minister.

In voorkomend geval, kan de commissie worden aangevuld met een wetenschappelijke persoonlijkheid die bevoegd is in de wetenschappelijke tak(ken) waaronder de post ressorteert, en die gekozen wordt volgens dezelfde criteria als deze die vermeld zijn in artikel 7, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.

De Voorzitter stelt een rapporteur aan onder het wetenschappelijk personeel dat al dan niet de leiding heeft van de instelling; hij kan lid zijn van de wetenschappelijke raad.

§ 2. Op de voordracht van de directeur bepaalt de Minister, na advies van de wetenschappelijk directeur, de specialiteit waarvoor de werving zal plaatsvinden.

§ 3. De commissie brengt de adviezen uit en doet de voorstellen die vereist zijn voor de benoeming, de stage en de bevordering van het wetenschappelijk personeel van de instelling. Naar aanleiding van een werving zorgt zij voor de rangschikking van de kandidaten.

§ 4. Wanneer de commissie uitspraak moet doen over de bewijzen bedoeld in de artikelen 13, 3° en 14°, 1°, wordt zij aangevuld met drie wetenschappelijke persoonlijkheden onder wie ten minste twee lid zijn van het onderwijzend personeel van verschillende universiteiten of van instellingen voor hoger onderwijs en niet tot de instelling behoren.

Die persoonlijkheden worden door de voorzitter van de commissie en moeten bijzonder bevoegd zijn voor het wetenschappelijk vak in verband met het ambt.

Daartoe raadpleegt de voorzitter, behalve in bijzonder gemotiveerde dringende gevallen, de overheden van ten minste drie verschillende universitaire instellingen.

Ten minste twee van die persoonlijkheden moeten de hoedanigheid van lid van het onderwijzend personeel bezitten; de derde kan, in bijzonder dringend gemotiveerde gevallen, een persoonlijkheid met een wetenschappelijke kwalificatie zijn.

**Art. 6.** De leden van het wetenschappelijk personeel worden in rang A geworven.

Onverminderd de bepalingen betreffende het toezicht op de lichamelijke geschiktheid, kan niemand in een betrekking van het wetenschappelijk personeel worden geworven als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of burger van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, behalve voor ambten houdende een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van de openbare macht en werkzaamheden die de vrijwaring van de algemene belangen van de Staat of de andere openbare gemeenschappen tot doel hebben;

2° een gedrag hebben dat voldoet aan de eisen van het ambt;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° het bewijs leveren van de medische geschiktheid voor het ambt;

6° houder zijn van het eindstudiediploma uitgereikt na ten minste vier jaar studie door een Belgische universiteit, door instellingen die ermee gelijkgesteld zijn krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens of door één van de commissies die door de Regering werden ingesteld voor het toekennen van de academische graden;

7° de speciale wetenschappelijke geschiktheid bezitten die, in voorkomend geval, door de commissie wordt bepaald.

**Art. 7.** Als betrekkingen vacant zijn, wordt een oproep gedaan tot de kandidaten door een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt advies.

Dat advies vermeldt, voor elke instelling :

1° de vacante betrekkingen;

2° de toelatingsvoorwaarden;

3° de termijn waarbinnen en de wijze waarop de kandidaturen worden ingediend, en de over te leggen stukken.

De oproep tot de kandidaten wordt door de bevoegde Minister vastgesteld op een met redenen omkleed advies van de Wetenschappelijke Raad.

**Art. 8.** Na de ingediende kandidaturen te hebben onderzocht, rangschikt de commissie de kandidaten op grond van hun wetenschappelijke bekwaamheidsbewijzen en verdiensten. De rangschikking wordt met redenen omkleed en aan de bevoegde Minister door de Voorzitter van de commissie overgezonden.

Iedere kandidaat wordt op de hoogte gebracht van de rangschikking die door de commissie wordt vastgesteld en van de criteria die zijn positie in die rangschikking motiveert.



*Afdeling 3. — Stage en benoeming in vast verband*

**Art. 9.** De kandidaten voor een werving in rang A worden voor een stage van vier jaar toegelaten, in de volgorde van de rangschikking bedoeld in artikel 8.

De stage wordt volbracht onder het toezicht van de wervingscommissie en onder het meesterschap van de wetenschappelijk directeur, die het programma van de stage bepaalt en superviseert. Het programma omvat wetenschappelijke werkzaamheden in verband met de specificiteit van de instelling, werkzaamheden in verband met de collecties van de instelling en, in overleg met de directeur, administratieve werkzaamheden.

Op het einde van elk jaar brengt de examencommissie ter attentie van de tot benoemen bevoegde overheid een advies over de wetenschappelijke verdiensten van de betrokken ambtenaar uit. Dat advies houdt rekening met de kwaliteit van de wetenschappelijke productie van de ambtenaar, de kwaliteit van zijn werkzaamheden in verband met de collecties van het museum, de kwaliteit van de administratieve werkzaamheden die hem worden toevertrouwd en zijn integratie in het personeel van de instelling.

Op het einde van de stage moet de ambtenaar houder zijn van het diploma doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling.

In de maand die voorafgaat aan het einde van de stage, beslist de commissie de benoeming van de stagiair voor te stellen, de stage met ten hoogste vier jaar te verlengen - indien de stagiair het bekwaamheidsbewijs doctor nog niet zou hebben behaald - of de afdanking van de stagiair voor te stellen aan de tot benoemen bevoegde overheid.

**Art. 10.** De stagiair geniet de bepalingen houdende regeling, voor het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen, van :

1° de toelagen en vergoedingen van alle aard, voor zover het feit dat aanleiding geeft tot de toekenning van een toelage of een vergoeding verenigbaar is met de ononderbroken uitoefening van de stage;

2° het geldelijk statuut.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt de stagiair geacht titularis te zijn van de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

**Art. 11.** Er wordt een raad van beroep door de Regering ingesteld.

Hij wordt samengesteld als volgt :

- de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de algemene directie waaronder de wetenschappelijke instelling ressorteert, als voorzitter;

- de wetenschappelijk directeur van de wetenschappelijke instelling, als griffier-rapporteur;

- zes assessoren, waarvan de helft wordt aangewezen door de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het Comité van sector XVII, en de andere helft wordt aangewezen door de Regering.

In geval van voorstel tot afdanking, kan de stagiair binnen tien dagen na de kennisgeving van zijn afdanking, tegen het over hem uitgesproken voorstel een beroep instellen bij de Raad van Beroep bedoeld in artikel 30 van dit besluit.

Met het oog op het onderzoek van het beroep, vergadert de Raad van Beroep binnen dertig dagen nadat het bij hem aanhangig werd gemaakt.

Dit beroep is opschortend en de stage wordt verlengd tot de datum waarop de beslissing van de bevoegde minister die werd verzocht zich uit te spreken over het voorstel van de bovengenoemde Raad, uitwerking heeft.

Als de stagiair het bekwaamheidsbewijs doctor na acht jaar echter niet heeft behaald, dan geschiedt de afdanking automatisch, zonder beroepsmogelijkheid.

Wanneer de overheid, gedurende of op het einde van de stage, beslist de betrokkene af te danken, krijgt deze, behalve in geval van zware fout, een opzeggingstermijn van drie maanden.

**Art. 12.** De stagiair wordt door de tot benoemen bevoegde overheid benoemd tot wetenschappelijk ambtenaar van de Diensten van de Regering in de graad van rang A waarop hij aanspraak kan maken.

*Afdeling 4. — Bevordering*

**Art. 13.** Iedere ambtenaar kan, op eigen aanvraag, overgaan naar rang B, als hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° in rang A in vast verband benoemd worden;

2° tien jaar wetenschappelijke anciënniteit tellen;

3° het bewijs leveren van wetenschappelijke activiteiten waarvan de waarde door de commissie wordt erkend.

**Art. 14.** Iedere ambtenaar kan, op eigen aanvraag, overgaan naar rang C, als hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van het diploma geaggregeerde van het hoger onderwijs of bijzondere doctor, of, in de tak van wetenschap waartoe het ambt behoort, het bewijs leveren van uitzonderlijke werkzaamheden die als vergelijkbaar met het voormelde diploma geaggregeerde of bijzondere doctor worden geacht door een gunstig en met redenen omkleed advies van de commissie;

2° twaalf jaar wetenschappelijke anciënniteit tellen waarvan ten minste twee in rang B.

*Afdeling 5. — Bijzondere bepalingen*

**Art. 15.** Met de vereiste diploma's worden gelijkgesteld, de buitenlandse bekwaamheidsbewijzen die met die diploma's werden gelijkgesteld bij of krachtens de wet of het decreet.

**Art. 16.** In afwijking van artikel 6, lid 1, kan de Regering van de Franse Gemeenschap rechtstreeks in rang B of in rang C aanwerven of benoemen, na gunstig advies van de commissie, als de kandidaat de voorwaarden vastgesteld in artikel 13, 2° en 3° naleeft en houder is van het diploma doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling, voor rang B, of als de kandidaat de voorwaarden vastgesteld in artikel 14, 1° naleeft en als hij twaalf jaar wetenschappelijke anciënniteit telt, voor rang C.

*HOOFDSTUK III. — Leidende ambten**Afdeling 1. — Hiërarchie*

**Art. 17.** De leidende ambten in een wetenschappelijke instelling zijn die van directeur en wetenschappelijk directeur.

De interne hiërarchie van elke wetenschappelijke instelling wordt door de ambtenaar-generaal vastgesteld op voordracht van de directeur van de betrokken instelling, onverminderd de hiërarchische rangschikking van de graden.

*Afdeling 2. — Toegangsvoorwaarden*

**Art. 18.** Het ambt directeur wordt bij mandaat toegekend.

Om in het ambt directeur bij mandaat te worden aangesteld, moet de kandidaat die behoort tot het wetenschappelijk personeel van één van de instellingen bedoeld in artikel een :

1° houder zijn van het diploma doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling, of van het diploma geaggregeerde van het hoger onderwijs of bijzondere doctor, of voor de commissie het bewijs bedoeld in artikel 14, 1° hebben geleverd;

2° houder zijn van een universitair diploma betreffende het beheer (licentiaat economische wetenschappen, graad beheersingenieur of diploma derde cyclus beheer), of voor de examencommissie het bewijs hebben geleverd van een geldige ervaring op dat vlak;

3° de speciale wetenschappelijke geschiktheid bezitten die door de Raad wordt bepaald vóór het advies bedoeld in artikel 19, eerste lid;

4° in rang A van de wetenschappelijke loopbaan sedert ten minste één jaar benoemd zijn.

Om bij mandaat tot het ambt directeur te worden benoemd, moet de kandidaat die niet behoort tot het wetenschappelijk personeel van één van de instellingen bedoeld in artikel een :

1° houder zijn van het diploma doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling, of van het diploma geaggregeerde van het hoger onderwijs of bijzondere doctor, in één van de takken van de instelling;

2° houder zijn van het universitair diploma inzake beheer (licentiaat economische wetenschappen, graad handels-burgerlijk ingenieur of diploma 3e cyclus beheer), of voor de commissie het bewijs hebben geleverd van een geldige ervaring op dat vlak;

3° de speciale wetenschappelijke geschiktheid bezitten die door de Raad bepaald wordt vóór het advies bedoeld in artikel 19, eerste lid;

4° het bewijs leveren van een wetenschappelijke ervaring in de zin van artikel 4 die als voldoende wordt geacht voor het ambt door de Raad voor een door die Raad bepaalde periode van ten minste vijf jaar volledige prestaties, waarvan drie jaar vanaf het diploma bedoeld in 1°.

**Art. 19.** Het mandaat bedoeld in vorig artikel wordt geregeld bij de artikelen 6 tot 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Voor de toepassing van die bepalingen, wordt het toegekende mandaat geacht een mandaat van rang 15 te zijn.

Onverminderd alle nadere regels voor het optreden van de SELOR zoals vastgesteld door die bepalingen, vervult de wervingscommissie de opdracht toegewezen aan de commissie die bij artikel 7 van datzelfde besluit wordt opgericht.

*Afdeling 3. — Ambt wetenschappelijk directeur*

**Art. 20.** Het ambt wetenschappelijk directeur wordt bij benoeming toegekend.

Om benoemd te worden in het ambt wetenschappelijk directeur, moet de kandidaat die behoort tot het wetenschappelijk personeel van één van de instellingen bedoeld in artikel een :

1° houder zijn van het diploma doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling, of van het diploma geaggregeerde van het hoger onderwijs of bijzondere doctor of voor de commissie het bewijs bedoeld in artikel 14, 1° hebben geleverd;

2° de speciale wetenschappelijke geschiktheid bezitten die door de Raad bepaald wordt vóór het advies bedoeld in artikel 19, lid 1;

3° ten minste de rang B van de wetenschappelijke loopbaan hebben bereikt.

Om in het ambt wetenschappelijk directeur te worden benoemd, moet de kandidaat die niet behoort tot het wetenschappelijk personeel van één van de instellingen bedoeld in artikel één :

1° houder zijn van het diploma doctor behaald na de openbare verdediging van een verhandeling, of van het diploma geaggregeerde van het hoger onderwijs of bijzondere doctor, in één van de takken van de instelling;

2° de speciale wetenschappelijke geschiktheid bezitten die door de Raad bepaald wordt vóór het advies bedoeld in artikel 19, lid 1;

3° voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 6, lid 2, met uitzondering van de voorwaarden inzake diploma's en geschiktheid;

4° het bewijs leveren van een wetenschappelijke anciënniteit in de zin van artikel 4 die door de Raad als voldoende wordt geacht voor het ambt voor een door die Raad bepaalde periode van ten minste twaalf jaar volledige prestaties, waarvan zes jaar vanaf het diploma bedoeld in 1°.

**Art. 21.** Elke vacantverklaring voor het ambt wetenschappelijk directeur wordt door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het bericht omvat alle gegevens vermeld in de artikelen 7 en 20. Het wordt door de bevoegde minister, op de met redenen omkleed voorstel van de wetenschappelijke raad, vastgesteld.

Van de vacantverklaring wordt door de ambtenaar-generaal aan het wetenschappelijk personeel kennis gegeven.

De kandidaturen moeten bij de ambtenaar-generaal worden ingediend binnen de dertig dagen na de datum van bekendmaking of kennisgeving van de vacantverklaring.

**Art. 22.** De kandidaturen worden de wervingscommissie om advies voorgelegd. Deze stelt een omstandig verslag op waarvan de conclusies aan iedere kandidaat worden meegedeeld.

Het omstandig verslag omvat :

1° de rangschikking van de kandidaten volgens hun bekwaamheidsbewijzen, hun wetenschappelijke verdiensten en hun bekwaamheid tot leiden en organiseren;

2° de rechtvaardiging van de rangschikking van iedere kandidaat;

3° het verslag betreffende de stemming en de rechtvaardiging van de minderheidsmeningen.

Iedere kandidaat beschikt over tien dagen vanaf de ontvangst van de conclusies van het verslag om zijn schriftelijke opmerkingen aan de voorzitter van de wervingscommissie mee te delen.

Op zijn aanvraag wordt hij door de wervingscommissie gehoord.

**Art. 23.** De wetenschappelijke raad stelt een definitief omstandig verslag op. Dit verslag, dat het oorspronkelijk verslag bedoeld bij artikel 22 en de rechtvaardiging van de aan dat oorspronkelijk verslag aangebrachte wijzigingen omvat, alsook de door de kandidaten meegedeelde schriftelijke opmerkingen of het proces-verbaal van hun verhoor, worden aan de ambtenaar-generaal overgezonden met het oog op de benoemingsvoorstellen die deze aan de tot benoemen bevoegde overheid voorlegt.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verlof voor een opdracht inzake wetenschappelijk onderzoek*

**Art. 24.** § 1. De ambtenaren die in rang A, B of C in vast verband benoemd zijn, kunnen een verlof krijgen om een opdracht inzake wetenschappelijk onderzoek uit te oefenen in een instelling of een dienst bedoeld in artikel 5, met uitzondering van hun oorspronkelijke instelling alsook van de private diensten en instellingen bedoeld in lid 2, 2°, b, van hetzelfde artikel.

Het verlof wordt toegekend voor zover de instelling of de dienst bedoeld in het eerste lid voor dat verlof een begrotingskrediet of een subsidie heeft uitgetrokken en de terugbetaling van de wedde van de ambtenaar voor de periode van het verlof heeft aanvaard.

§ 2. Indien de opdracht waarmee hij belast wordt, hem in feite of in rechte belet de opdrachten die hem worden toevertrouwd, uit te oefenen, dan wordt het verlof bedoeld in paragraaf 1 door de minister toegekend op advies van de wetenschappelijke raad van de instelling waartoe die ambtenaar behoort.

Het verlof wordt voor een minimumperiode van twee jaar toegekend. Het kan worden vernieuwd voor perioden die, elk afzonderlijk, niet langer dan twee jaar kunnen zijn. Na elke verlofperiode moet de dienst echter opnieuw worden gepresteerd. Het totaal van de verlofperiodes voor een opdracht inzake wetenschappelijk onderzoek die aan een ambtenaar worden toegekend, kan niet hoger zijn dan zes jaar.

§ 3. De ambtenaar die, zonder geldige reden, van zijn post loopt en gedurende meer dan tien dagen afwezig blijft, verliest van ambtswege en zonder opzegging de hoedanigheid van ambtenaar.

§ 4. Gedurende de duur van de opdracht blijft de ambtenaar in dienstactiviteit. Hij behoudt zijn aanspraken op wedde, weddeverhogingen, alsook op bevorderingen in zijn oorspronkelijke instelling.

§ 5. De terugbetaling bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, is gelijk aan het totaal bedrag van de bezoldigingen of wedde-subsidies, vergoedingen en toelagen die aan de ambtenaar werden uitbetaald of die voor hem gedurende zijn verlof tijdens het voorafgaande trimester werden gestort.

Gedurende de verlofperiode kan de bevoegde minister, op advies van de wetenschappelijke raad van de oorspronkelijke instelling, in die instelling bij wijze van vervanging een contractuele wetenschappelijk ambtenaar aanwerven waarvan de rang lager is dan of gelijk is aan die van de ambtenaar met verlof en die voldoet aan de voorwaarden die bij dit besluit bepaald zijn voor de werving of de toegang tot die rang.

§ 6. Er wordt een einde gemaakt aan het verlof, wanneer de Staat, de Gemeenschap, het Gewest, de Gemeenschapscommissie, de dienst of de instelling het vastgestelde bedrag niet heeft terugbetaald binnen een termijn van drie maanden volgend op de maand waarin de schuldvordering betreffende de terugbetaling werd ingediend bij de instelling of de dienst.

#### HOOFDSTUK V. — *Gebruik, reffectatie en overplaatsing*

**Art. 25.** § 1. Ieder personeelslid dat zijn betrekking verliest als gevolg van de afschaffing van de betrekking of bij het verstrijken van de termijn toegekend voor een bij een regeling toegelaten afwezigheid, wordt, op voorstel van de wervingscommissie van de instelling waartoe het behoort, door de minister(s) onder wie deze ressorteert, belast met opdrachten in verband met zijn titel, zijn rang en zijn graad alsook met zijn beroepskwalificatie, in afwachting dat het wordt gereffecteerd of overgeplaatst. Als het verlies van de betrekking echter geschiedt na een fusie of een samenvoeging van instellingen of als gevolg van een bevoegdheidsoverdracht, dan wordt het voorstel gedaan door de commissie of de bevoegde raad na die verrichtingen.

Als een wetenschappelijke instelling wordt afgeschaft, wordt het personeelslid door de minister(s) onder wie het ressorteert, belast met opdrachten in een andere instelling die onder dezelfde minister(s) ressorteert, onder de voorwaarden vermeld in het eerste lid, maar na advies van de commissie of de wetenschappelijke raad van de instelling waar het gebruik wordt gepland.

§ 2. Het personeelslid dat overeenkomstig § 1 wordt gebruikt, wordt prioritair gereffecteerd voor een vacante betrekking in verband met, enerzijds, zijn bekwaamheidsbewijzen en zijn geschiktheid, en, anderzijds, zijn rang en zijn graad, of, als hij titularis van een leidend ambt is, zijn titel.

De reffectatie geschiedt in de wetenschappelijke instelling waartoe het personeelslid behoort en, als dit niet mogelijk is, in een andere wetenschappelijke instelling.

De reffectatie wordt door de bevoegde minister(s) uitgevoerd, na advies ofwel van de wervingscommissie van de instelling waar de betrekking vacant is ofwel van de raad van die instelling, als het gaat om de titularis van een leidend ambt.

Het gereffecteerd personeelslid behoudt de verworven graad en de verworven rang of titel, alsook de wedde in verband daarmee.

**Art. 26.** Ieder personeelslid waarvoor een beslissing tot definitieve ongeschiktheid door de Administratieve Gezondheidsdienst wordt uitgesproken in verband met de bezette betrekking, kan door die dienst geschikt worden verklaard tot het bekleden van een andere betrekking in een andere wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 24 van toepassing.

**Art. 27.** Ieder personeelslid kan door de Regering van de Franse Gemeenschap van de ene instelling naar de andere worden overgeplaatst onder de volgende voorwaarden :

- 1° bij vacature;
- 2° bij gelijke titel of rang en voor zover het personeelslid voldoet aan de bijzondere voorwaarden voor dat ambt;
- 3° - voor de wetenschappelijk directeur : een gunstig advies van de wervingscommissie van de instelling waar de betrekking vacant is;
- voor het niet leidend wetenschappelijk personeel : een gunstig advies van de commissie van de instelling waar de betrekking vacant is, nadat de directeur van de instelling waar de ambtenaar in dienst is, werd gehoord;
- 4° buiten de gevallen waarin de betrekking wordt afgeschaft, op zijn aanvraag of met zijn toestemming.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen van andere besluiten die van toepassing zijn op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap*

**Art. 28.** Onverminderd de bepalingen van dit statuut, zijn de personeelsleden waarop het van toepassing is, onderworpen aan de voorschriften die, voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de regeling bepalen inzake :

- 1° onvereenigbaarheden en cumulatie van activiteiten;
- 2° toezicht op de lichamelijke geschiktheid;
- 3° de administratieve standen;
- 4° de verloven, met inbegrip van de regelingen inzake loopbaanonderbreking en herverdeling van werk;
- 5° dienstanciënniteit;
- 6° toelagen en vergoedingen van alle aard;
- 7° schorsing in het belang van de dienst;
- 8° tuchtregeling;
- 9° ambtsneerlegging;
- 10° evaluatie;
- 11° disponibiliteit;
- 12° gedragsregels.

**Art. 29.** Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in artikel 28, dient respectievelijk te worden verstaan onder :

- de Minister : de bevoegde minister;
- de Directieraad : de wetenschappelijke raad;
- ambtenaar : lid van het wetenschappelijk personeel.

Voor de toepassing van dezelfde bepalingen, wordt de directeur geacht titularis van een graad van rang 15 te zijn.

**Art. 30.** Wanneer een zaak bij de raad van beroep, ingesteld met toepassing van de regels bedoeld in artikel 11, door een onder dit besluit vallend personeelslid aanhangig wordt gemaakt, dan wordt hij bijgestaan door een referendaris die door de ambtenaar-generaal wordt aangewezen.

De opdracht van die referendaris wordt in onderlinge overeenstemming tussen die ambtenaar-generaal en de voorzitter van de raad van beroep vastgesteld.

De referendaris is nooit stemgerechtigd.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 31.** Iedere ambtenaar van het wetenschappelijk personeel van elke instelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt, overeenkomstig de hierna vermelde tabel, benoemd in een graad die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformatie vastgesteld door de Regering die overeenstemt met deze graad.

Nieuwe rang	Nieuwe graad	Huidige rang	Huidige graad
A	Assistent	A	Assistent
A	Eerste assistent	A	Eerste assistent
B	Werkleider	B	Werkleider
C	Geaggregeerde werkleider	C	Geaggregeerde werkleider

**Art. 32.** Het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat wordt opgeheven.

**Art. 33.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 34.** De Minister van ambtenarenzaken wordt belast et de uitoefening van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
Chr. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2004/200787]

**17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant le Règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4, 4°;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 établissant le règlement organique du Musée de Mariemont;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 août 1985 fixant le règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 janvier 2002;

Vu le protocole n° 291 du Comité de négociation du Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;